

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1957-1958.

SÉANCE DU 3 DÉCEMBRE 1957.

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne l'équivalence des titres universitaires, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Une loi du 2 juillet 1956 a établi une procédure nouvelle en ce qui concerne les équivalences des titres universitaires obtenus à l'étranger.

Ces équivalences sont accordées sur avis de commissions constituées selon les cas, de représentants de nos facultés universitaires, de nos instituts agronomiques ou de nos écoles de médecine vétérinaire.

Dans cette consultation, un de nos établissements d'enseignement supérieur n'a pas la place qui lui revient.

Il s'agit de la faculté polytechnique de Mons. En toute équité, elle doit pouvoir également être représentée dans les commissions qui seront constituées pour donner un avis sur les demandes d'équivalences introduites par les personnes qui ont poursuivi à l'étranger, des études d'ingénieur.

D'un autre côté, la loi du 2 juillet 1956 ne précise pas si les équivalences peuvent faire l'objet de dispositions de caractère général. Certains pays étrangers ont pris des dispositions de ce genre. Il y aurait intérêt à ce que nous puissions agir de même.

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à vos suffrages a pour objet d'une part, de réparer l'omission constatée en ce qui concerne la faculté polytechnique de Mons et, d'autre part, de permettre l'octroi d'équivalences par voie de dispositions générales.

Le Ministre de l'Instruction Publique,

LÉO COLLARD.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1957-1958.

VERGADERING VAN 3 DECEMBER 1957.

Wetsontwerp tot wijziging, wat de gelijkwaardigheid van de universitaire titels betreft van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma der universitaire examens, gecoördineerd op 31 December 1949.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Bij een wet van 2 Juli 1956 wordt een nieuwe procedure vastgelegd in verband met de gelijkwaardigheid der in het buitenland behaalde universitaire titels.

Bedoelde gelijkwaardigheid wordt verleend op advies van commissies die, volgens de gevallen, samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van onze universitaire faculteiten, van onze landbouwhogescholen of van onze veeartsenijscholen.

Wat deze adviesverstrekking betreft bekleedt een onzer inrichtingen voor hoger onderwijs niet de plaats die haar toekomt.

Het geldt hier de polytechnische faculteit te Bergen. Billijkheidshalve moet zij ook vertegenwoordigd zijn in de commissies die zullen aangesteld worden om advies uit te brengen over de aanvragen om gelijkwaardigheid ingediend door de personen die studiën van ingenieur in het buitenland hebben voltrokken.

Anderzijds preciseert de wet van 2 Juli 1956 niet of de gelijkwaardigheid het voorwerp mag zijn van bepalingen van algemene aard. Zekere vreemde landen hebben beschikkingen van die aard genomen. Het zou zijn nut hebben indien wij op dezelfde wijze konden handelen.

Het wetsontwerp dat ik de eer heb aan Uwe beraadslagingen voor te leggen heeft ten doel, enerzijds, de vastgelegde leemte aan te vullen, en, anderzijds, het verlenen van gelijkwaardigheid bij algemene maatregelen toe te laten.

De Minister van Openbaar Onderwijs,

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne l'équivalence des titres universitaires, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

BAUDOUIN,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Instruction publique est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

A l'article 56, 2^o, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, modifié par la loi du 2 juillet 1956, les mots « à des Belges » et « à des ressortissants étrangers » sont remplacés par les mots « aux Belges » et « aux ressortissants étrangers ».

ART. 2.

L'article 56, alinéa premier, 2^o, a, des mêmes lois, est remplacé par le suivant :

« a) d'un représentant de chacune des facultés compétentes des quatre universités et, en outre, d'un représentant de la faculté polytechnique de Mons pour les équivalences relatives aux études d'ingénieur ».

ART. 3.

Entre le troisième et le quatrième alinéa de l'article 56 des mêmes lois, il est intercalé un alinéa ainsi conçu :

« Les équivalences dont pourront bénéficier tant les Belges que les ressortissants étrangers feront l'objet soit de dispositions particulières, soit, de dispositions générales. »

Donné à Bruxelles, le 29 novembre 1957.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Instruction Publique,

Wetsontwerp tot wijziging, wat de gelijkwaardigheid van de universitaire titels betreft van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma der universitaire examens, gecoördineerd op 31 December 1949.

BOUDEWIJN,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Onderwijs,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Openbaar Onderwijs is gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

In artikel 56, 2^o, van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 December 1949, zoals het gewijzigd is bij de wet van 2 Juli 1956, worden de woorden « aan Belgen » en « aan onderhorigen van vreemde landen » vervangen door « aan de Belgen » en « aan de onderhorigen van vreemde landen ».

ART. 2.

Artikel 56, eerste lid, 2^o, a, van dezelfde wetten, wordt door de volgende tekst vervangen :

« a) uit een vertegenwoordiger van elk der bevoegde faculteiten van de vier universiteiten en, bovendien, een vertegenwoordiger van de « faculté polytechnique » te Bergen, voor de gelijkwaardigheid betreffende de ingenieursstudiën ».

ART. 3.

Tussen het derde en het vierde lid van artikel 56 van dezelfde wetten wordt een lid ingevoegd dat luidt als volgt :

« De gelijkwaardigheid die zowel de Belgen als de onderhorigen van vreemde landen zullen kunnen genieten, zal het voorwerp zijn hetzij van bijzondere bepalingen, hetzij, van algemene bepalingen. »

Gegeven te Brussel, 29 November 1957.

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Onderwijs,

Léo COLLARD.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le Conseil d'État, section de législation, première chambre des vacances, saisi par le Ministre de l'Instruction publique, le 30 juillet 1957, d'une demande d'avis sur un projet de loi « modifiant celle du 2 juillet 1956 relative à l'équivalence des titres universitaires », a donné le 12 août 1957 l'avis suivant :

I. — Le projet a d'abord pour objet de réparer une omission. La loi du 2 juillet 1956, qui a remplacé par un texte nouveau l'article 56, 2^o, premier alinéa, des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, a autorisé le Roi à accorder des équivalences de diplômes et de certificats sur avis conforme d'une commission qui est composée, selon le cas :

- « a) d'un représentant de chacune des facultés compétentes des quatre universités;
- » b) d'un représentant de chacun des instituts agronomiques;
- » c) de deux représentants de chacune des écoles de médecine vétérinaire. »

La loi n'a pas prévu qu'un représentant de la faculté polytechnique de Mons pouvait faire partie de cette commission. Or, cette faculté est assimilée aux universités pour la délivrance des diplômes de candidat ingénieur civil, d'ingénieur civil des mines, d'ingénieur civil électricien, d'ingénieur civil mécanicien et d'agrégé de l'enseignement supérieur (loi du 8 février 1956). L'article 2 du projet répare cet oubli en ajoutant à l'article 56, 2^o, a), de la loi du 2 juillet 1956 les mots :

«... et, en outre, d'un représentant de la faculté polytechnique de Mons pour les équivalences relatives aux études d'ingénieur. »

Bien que la faculté polytechnique de Mons ne délivre le diplôme d'ingénieur que pour trois spécialités, l'intention du Gouvernement est d'admettre le représentant de la faculté à siéger à la commission, pour l'examen des équivalences relatives aux études d'ingénieur de toutes les spécialités.

II. — Les articles 1 et 3 de l'avant-projet de loi tendent à apporter à l'article 56, premier alinéa, 2^o, des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (loi du 2 juillet 1956) des précisions destinées à faire ressortir que les équivalences de titres universitaires, que le Roi est autorisé à accorder en vertu de ce texte, peuvent l'être aussi bien par disposition générale que par disposition particulière. Les travaux parlementaires permettent toutefois de penser que l'intervention du législateur n'est pas nécessaire à cette fin.

Tant l'exposé des motifs du projet qui est devenu la loi du 2 juillet 1956, que les rapports à la Chambre et au Sénat insistent sur la nécessité d'étendre à l'enseignement supérieur le système d'équivalence de diplômes en vigueur dans l'enseignement moyen. Or, depuis le vote de la loi du 14 août 1947 (art. 14 des lois coordonnées sur les grades académiques), les équivalences de diplômes d'études moyennes font l'objet d'arrêtés généraux (arrêté du Régent du 25 mai 1949, arrêtés royaux des 18 octobre 1954 et 24 mai 1957). L'exposé des motifs fait également allusion au désir du Gouvernement de suivre l'exemple de la Hollande qui a devancé notre pays en déterminant dans un arrêté royal les équivalences entre la plupart des grades académiques belges et les grades hollandais correspondants (arrêté du 16 décembre 1949). Le législateur a été ainsi informé de l'usage que le Gouvernement entendait faire des pouvoirs qu'il demandait et n'a pas élevé d'objection. On peut en conclure que les équivalences peuvent être accordées tant par des décisions particulières — comme c'était le cas avant 1956 — que, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1956, par des arrêtés de portée générale.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vacatiekamer, de 30^{ste} Juli 1957 door de Minister van Openbaar Onderwijs verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « tot wijziging van de wet d.d. 2 Juli 1956, betreffende de gelijkwaardigheid der universitaire titels », heeft de 12^e Augustus 1957 het volgend advies gegeven :

I. — Het ontwerp wil in de eerste plaats een verzuim herstellen. De wet van 2 Juli 1956, waarbij artikel 56, 2^o, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens door een nieuwe tekst is vervangen, heeft de Koning gemachtigd gelijkwaardigheid van diploma's en getuigschriften toe te staan op eensluidend advies van een commissie die, volgens de gevallen, samengesteld is :

- « a) uit een vertegenwoordiger van elk der bevoegde faculteiten van de vier universiteiten;
- » b) uit een vertegenwoordiger van elke landbouwhogeschool;
- » c) uit twee vertegenwoordigers van elke veertarijsschool. »

De wet staat dus niet toe dat een vertegenwoordiger van de polytechnische faculteit te Bergen in deze commissie zitting heeft. Deze faculteit is evenwel met de universiteiten gelijkgesteld voor de uitreiking van de diploma's van kandidaat-burgerlijk ingenieur, burgerlijk mijningenieur, burgerlijk electrotechnisch ingenieur, burgerlijk werktuigkundig ingenieur en geaggregeerde voor het hoger onderwijs (wet van 8 Februari 1956). Artikel 2 van het ontwerp herstelt dit verzuim door aan artikel 56, 2^o, a), van de wet van 2 Juli 1956 de woorden toe te voegen :

«... en bovendien, een vertegenwoordiger van de « faculté polytechnique » te Bergen, voor de gelijkwaardigheid betreffende de ingenieursstudien. »

Al reikt de « faculté polytechnique » te Bergen slechts voor drie specialiteiten het diploma van ingenieur uit, toch wil de Regering dat de vertegenwoordiger van die faculteit in de commissie zitting heeft bij het onderzoek van de gelijkwaardigheid van de studiën van ingenieur van alle specialiteiten.

II. — De artikelen 1 en 3 van het voorontwerp van wet strekken tot wijziging van artikel 56, eerste lid, 2^o, der gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens (wet van 2 Juli 1956) om beter te doen uitkomen dat de gelijkwaardigheid van de universitaire titels, welke de Koning krachtens deze wet mag toestaan, zowel bij algemene als bij bijzondere beschikking mag worden verleend. Uit de parlementaire voorbereiding kan evenwel worden afgeleid dat een optreden van de wetgever hiervoor niet vereist is.

Zowel in de memorie van toelichting van het ontwerp dat de wet van 2 Juli 1956 is geworden, als in de verslagen aan de Kamer en aan de Senaat, wordt aangedrongen op de noodzaak het voor diploma's van het middelbaar onderwijs geldende gelijkwaardigheidstelsel tot de diploma's van het hoger onderwijs uit te breiden. Sedert de wet van 14 Augustus 1947 (art. 14 van de gecoördineerde wetten op de academische graden) is goedgekeurd, wordt de gelijkwaardigheid van de diploma's van het middelbaar onderwijs door algemene besluiten vastgesteld (besluit van de Regent van 25 Mei 1949, koninklijke besluiten van 18 October 1954 en 24 Mei 1957). Ook wijst de memorie van toelichting op de wens van de Regering, het voorbeeld te volgen van Nederland dat ons land is voorgegaan en de gelijkwaardigheid tussen de meeste Belgische academische graden en de overeenstemmende Nederlandse graden in een koninklijk besluit heeft vastgelegd (besluit van 16 December 1949). De wetgever heeft zich aldus een beeld kunnen vormen over het gebruik dat de Regering van de gevraagde bevoegdheid zou maken en heeft hiertegen geen bezwaar gemaakt. De gelijkwaardigheid kan dus zowel bij bijzondere beslissingen — zoals zulks vóór 1956 het geval was — als, sinds de wet van 2 Juli 1956 van kracht werd, bij algemene besluiten worden vastgesteld.

Les articles 1 et 3 du projet seraient donc inutiles.

III. — Le Conseil d'État propose d'apporter quelques modifications de forme à l'intitulé de l'avant-projet et à la phrase liminaire de l'article 2 qui, si l'avis du Conseil d'État était suivi, deviendrait l'article unique.

Intitulé.

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne l'équivalence des titres universitaires, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées, le 31 décembre 1949.

Article unique.

L'article 56, premier alinéa, 2^o, a), des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées, le 31 décembre 1949, modifié par la loi du 2 juillet 1956, est remplacé par le texte suivant :

« a) d'un représentant de chacune des facultés compétentes des quatre universités et, en outre, d'un représentant de la faculté polytechnique de Mons pour les équivalences relatives aux études d'ingénieur. »

La Chambre était composée de :

MM. F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président; G. HOLOYE et G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat; P. ANSIAUX et Ch. VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation; M. JACQUEMIJN, greffier-adjoint, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. J. SAROT, substitut.

Le Greffier, — De Griffier,

(s.)
(get.) M. JACQUEMIJN.}

Pour quatrième expédition délivrée au Ministre de l'Instruction publique.]

Le 2 septembre 1957.

Pour le Greffier du Conseil d'Etat,

De artikelen 1 en 3 van het ontwerp zouden derhalve overbodig zijn.

III. — Tenslotte beveelt de Raad van State enkele vormwijzigingen aan voor het opschrift van het voorontwerp en de inleidende volzin van artikel 2, dat, indien het advies van de Raad van State wordt gevolgd, het enige artikel zou worden.

Opschrift.

Ontwerp van wet tot wijziging, wat de gelijkwaardigheid van de universitaire titels betreft, van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma der universitaire examens, gecoördineerd op 31 December 1949.

Enig artikel.

Artikel 56, eerste lid, 2^o, a), van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma der universitaire examens, gecoördineerd op 31 December 1949, zoals het gewijzigd is bij de wet van 2 Juli 1956, wordt door de volgende tekst vervangen :

« a) uit een vertegenwoordiger van elk der bevoegde faculteiten van de vier universiteiten en, bovendien, een vertegenwoordiger van de « faculté polytechnique » te Bergen, voor de gelijkwaardigheid betreffende de ingenieursstudiën. »

De Kamer was samengesteld uit :

De hh. F. LEPAGE, raadsheer van State, voorzitter; G. HOLOYE en G. VAN BUNNEN, raadsheren van State; P. ANSIAUX en Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving; M. JACQUEMIJN, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de h. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de h. J. SAROT, substituuut.

De Voorzitter, — Le Président,

(s.)
(get.) F. LEPAGE.

Voor vierde uitgifte afgeleverd aan de Minister van Openbaar Onderwijs.

De 2 September 1957.

Voor de Griffier van de Raad van State,

J. COOLEN